



Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Benoist COURANT

Rachel DUVAL

Erwan LE GOFF

Stéphane MORVAN

Experts Comptables

Commissaires aux Comptes

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN

10 RUE ABBE CONAN

29100 POUILLAN SUR MER

ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN

S O M M A I R E

1. **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

2. **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN

10 RUE ABBE CONAN

29100 POUILLAN SUR MER

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association Ulamir Centre Social du Goyen

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

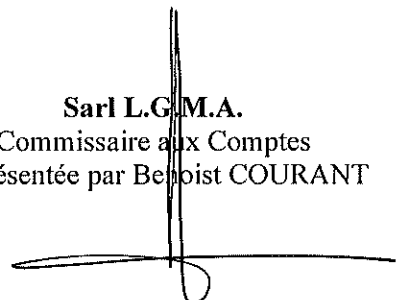
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 29 mars 2024

Sarl L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Bepoist COURANT



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	6 401	5 521	880	880	0	0.00
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	149 068	98 685	50 383	63 440	-13 057	-20.58
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	30		30	30		
	Total I	155 499	104 206	51 293	64 351	-13 057	-20.29
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 008		10 008	12 400	-2 392	-19.29
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	185 324		185 324	168 305	17 019	10.11
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	253 472		253 472	178 884	74 588	41.70
	Charges constatées d'avance (2)	2 925		2 925		2 925	
	Total II	451 730		451 730	359 589	92 140	25.62
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		607 229	104 206	503 023	423 940	79 083	18.65

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	12	Exercice N-1 31/12/2022	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecart de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	178 010		99 422		78 588	79.04
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	61 139		78 588		-17 448	-22.20
	Situation nette (sous total)	239 149		178 010		61 139	34.35
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	40 207		40 340		-133	-0.33
	Provisions réglementées						
	Total I	279 356		218 350		61 006	27.94
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés	34 455		11 735		22 720	193.61
	Total II	34 455		11 735		22 720	193.61
	Provisions pour risques	40 000		40 000			
DETTE (1)	Provisions pour charges	52 827		49 512		3 315	6.70
	Total III	92 827		89 512		3 315	3.70
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTE (2)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	24 572		30 419		-5 846	-19.22
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	69 465		73 587		-4 122	-5.60
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	2 347		337		2 010	595.70
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	96 385		104 343		-7 958	-7.63
Ecart de conversion passif (V)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		503 023		423 940		79 083	18.65

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

96 385 104 343

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	3 327		2 885		442	15.32
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	295 635		297 755		-2 120	-0.71
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	446 108		379 955		66 153	17.41
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 974		27 990		-13 015	-46.50
Utilisations des fonds dédiés	10 630		5 100		5 530	108.43
Autres produits	162		94		68	71.95
Total I	770 836		713 779		57 058	7.99
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	177 397		161 117		16 280	10.10
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	12 178		10 309		1 869	18.13
Salaires et traitements	376 956		344 649		32 307	9.37
Charges sociales	102 777		97 201		5 576	5.74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 134		10 482		5 652	53.92
Dotations aux provisions	3 315				3 315	
Reports en fonds dédiés	33 350		11 440		21 910	191.52
Autres charges	3 112		631		2 481	393.24
Total II	725 220		635 829		89 391	14.06
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	45 616		77 950		-32 334	-41.48
	L.G.M.A					
	Commissaire aux Comptes					

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 339	865	1 473	170.27
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	2 339	865	1 473	170.27
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	2 339	865	1 473	170.27
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	47 955	78 815	-30 860	-39.16
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	15 486	7 612	7 874	103.44
Sur opérations en capital	14 053	6 022	8 031	133.34
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	29 539	13 635	15 904	116.65
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	16 355	13 862	2 493	17.98
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	16 355	13 862	2 493	17.98
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	13 184	-227	13 412	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	802 714	728 279	74 435	10.22
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	741 575	649 691	91 884	14.14
5. EXCEDENT OU DEFICIT	61 139	78 588	-17 448	-22.20

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	14
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	14
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Tableau de variation des fonds dédiés	16
Etat des provisions	17
Etat des échéances des créances et des dettes	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Evaluation des créances et des dettes	17
Produits à recevoir	18
Détail des produits à recevoir	18
Charges à payer	18
Subventions d'équipement	18
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Valorisation des contributions volontaires	19
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	19
Montant des engagements financiers	19
Engagement en matière de pensions et retraites	19

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Dans les comptes 2020, il a été passé une provision pour risque d'exploitation à hauteur de 40 000 € en lien avec le litige prud'hommal en cours, suite à la décision du conseil d'administration réuni le 2 juin 2021. Une procédure en appel étant à ce jour en cours, il a été décidé de maintenir la provision sur la même base de 40 000 €.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	6 401		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	4 739		
Installations générales agencements aménagements divers	7 652		
Matériel de transport	95 542		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	38 058		3 077
TOTAL	145 991		3 077
Prêts, autres immobilisations financières	30		
TOTAL	30		
TOTAL GENERAL	152 422		3 077

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			6 401	6 401
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			4 739	4 739
Installations générales agencements aménagements divers			7 652	7 652
Matériel de transport			95 542	95 542
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			41 135	41 135
TOTAL			149 068	149 068
Prêts, autres immobilisations financières			30	30
TOTAL			30	30
TOTAL GENERAL			155 499	155 499

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	5 521		0	5 521
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	529	1 828		2 358
Installations générales agencements aménagements divers	7 652			7 652
Matériel de transport	46 271	11 321		57 592
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 099	2 985		31 084
TOTAL	82 551	16 134		98 685
TOTAL GENERAL	88 072	16 134	0	104 206

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	1 828				
Matériel de transport	11 321				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 985				
TOTAL	16 134				
TOTAL GENERAL	16 134				

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	11 735		10 630			34 455	
GYM ET BIEN ETRE	1 440		335			1 105	
TRAIT D'UNION	10 000		10 000				
CAF 29	295		295				
ATELIER NUMERIQUE						3 950	
TRAIT D'UNION						16 800	
MIEUX MANGER POUR TOUS						12 000	
ATELIER FABER MAZIH						600	
TOTAL	11 735		10 630			34 455	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	40 000				40 000
Pensions et obligations similaires	49 512	3 315			52 827
TOTAL	89 512	3 315			92 827
TOTAL GENERAL	89 512	3 315			92 827
Dont dotations et reprises d'exploitation		36 665			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	30	30	
Autres créances clients	10 008	10 008	
Débiteurs divers	185 324	185 324	
Charges constatées d'avance	2 925	2 925	
TOTAL	198 287	198 287	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	24 572	24 572		
Personnel et comptes rattachés	36 771	36 771		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 896	30 896		
Autres impôts taxes et assimilés	1 798	1 798		
Autres dettes	2 347	2 347		
TOTAL	96 385	96 385		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 6 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	185 324
Total	185 324

Détail des produits à recevoir

	Montant
SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS	10 146
SUBVNETIONS FONCTIONNEMENT	164 314
ORGANISMES FORMATIONS	10 864
Total	185 324

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 000
Dettes fiscales et sociales	48 143
Autres dettes	902
Total	59 045

Subventions d'équipement

Un total de 10 146 € de subvention d'équipement a été comptabilisé sur l'exercice 2023.

L'association a réalisé des investissements pour un total de 3 078 €.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

Le bénévolat a été valorisé de la façon suivante :

2 800 heures par le taux du SMIC chargé soit 12.06 € pour un total de 33 768 €.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 52 827 €.
Cet engagement a été comptabilisé.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ASSOCIATION ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN

RUE ABBE CONAN

29100 POUILLAN SUR MER

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres de l'Association ULAMIR CENTRE SOCIAL DU GOYEN

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à QUIMPER, le 29 mars 2024

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT

